

La convergence* des absurdités

Quoique champions de la rupture, SARKOZY et les successifs gouvernements FILLON sont dans la continuité d'une politique conservatrice et libérale genre « laissez faire, laissez passer » de GUIZOT (1787-1874), ministre de la monarchie louis-philipparde (1830-1848). Evidemment ce monsieur ne connaissait ni la bombe atomique, ni *face book*, ni les embouteillages du dimanche soir ; mais, déjà, il pensait que le libéralisme économique, surtout favorable aux classes nanties, était la meilleure chose dans le meilleur des mondes possibles : absurdité de base.

Donc, en fait de rupture, avant et après l'éclatement de la bulle spéculative qui a provoqué la crise économique et sociale que subit le gros de la population laborieuse de la planète entière, et dont la fin n'est pas pour demain nonobstant les déclarations incantatoires des dirigeants qui annoncent, comme HOOVER**, que la reprise nous attend au coin de la rue, SARKOZY et FILLON travaillent à maintenir la France dans la pénurie du moins en moins d'emplois, du moins en moins de pouvoir d'achat, du moins en moins de progrès social. Et on parle de développement durable ! ...

Evidemment, il y a pour quelques-uns et leurs sportulaires***, des salaires et des retraites aux montants zacchariens****, ce qui ne contredit pas, bien au contraire, la paupérisation du plus grand nombre.

Ce n'est pas avec ça que la reprise est pour demain : autre absurdité puisque le système qui produit du malheur pour le plus grand nombre poursuit ses ravages.

Cette politique de la pénurie, tout à fait malthusienne***** comme la mondialisation, touche tous les domaines de la vie économique et sociale du pays, y compris la Fonction Publique et l'un de ses secteurs : l'Education Nationale. Au nom de la RGPP*****, pour deux profs qui partent à la retraite, un seul est remplacé ...

Voilà qui met à mal le slogan que croyaient inusable le SNES et la FSU : plus (+) de besoins, donc plus (+) de moyens ! Désormais il faut faire avec de moins en moins de moyens. Par conséquent, il faut moins de besoins : à quoi s'emploie la réforme du collège unique et du lycée unique non pour en diversifier et en améliorer les modalités de fonctionnement, mais pour adapter les contenus d'enseignement à l'appauvrissement de l'encadrement ... La réforme pédagogique n'est plus liée à la recherche d'un meilleur enseignement à donner aux élèves mais aux impératifs de la logique comptable qui impose moins de postes d'enseignants : moins de moyens, donc moins de besoins ... Voilà où mène la cogestion : dans une impasse et toujours à l'absurdité ! Pour que les futures générations aient moins de notre déficit public à rembourser, il faut les former moins bien ... Cela est l'aboutissement de trente ans d'imbécillité syndicale qui pénalisent durablement les élèves et les profs des collèges et des lycées !

Mais ce n'est pas tout!

Bien qu'il y ait moins de postes dans l'Education Nationale (selon certains il en manquerait déjà 60 000 ... Pas plus que la pléthore, l'Education Nationale ne sait gérer la pénurie, ni même l'évaluer), il y a toujours des élèves dont, malgré de légères fluctuations démographiques, le nombre est toujours imposant. Il faut bien mettre, à chaque heure de la journée scolaire, un prof devant chaque division dont les effectifs croissent certes, mais dans

la limite qu'impose le nombre de tables et de chaises qu'on peut mettre dans une salle de classe. Donc la politique, qui se veut drastique, du sabrage de postes de personnels titulaires enseignants (c'est la même chose pour les personnels non enseignants) aboutit à des distorsions entre le nombre d'élèves et le nombre insuffisant d'enseignants titulaires. Si ce n'est pas le comble de l'absurdité ...

Alors on compense en recrutant des ... contractuels ! La pénurie de l'emploi favorise la précarité de l'emploi : vous avez dit absurdité ?

Ce dont a bien conscience le ministre de l'Education Nationale qui récemment, reprenant la constatation du chef de l'Etat, dans son entretien télévisé du 25 janvier dernier, de l'injustice faite aux contractuels, annonçait que son ministère étudiait ce problème, particulièrement préoccupant dans l'enseignement professionnel.

Car c'est là que se révèle avec toute sa cruauté et son cynisme une absurdité supplémentaire portée au cube par la bêtise du Secrétaire général du SNETAA, Christian LAGE, et son équipe nationale de bénis oui, oui !

En effet, le corps des PLP est aujourd'hui particulièrement âgé. Il y a donc beaucoup de départs à la retraite dont un seul sur deux est remplacé, ce qui laisserait beaucoup d'élèves en déshérence de profs si n'étaient recrutés des ... contractuels.

Le SNETAA, en cogérant avec le précédent ministre, DARCOS, la « rénovation » de la voie de l'enseignement professionnel, a travaillé à diminuer les « besoins » puisque désormais la préparation du bac pro se fait en 3 ans au lieu de 2 fois 2 ans. Il a donc justifié la RGPP dans son secteur de syndicalisation, et étant donné la démographie vieillissante du corps professoral des LP contribué à faire des coupes sombres chez les titulaires ... mal compensées par les recrutements à tout va de profs en CDD ...

Moins de contenu d'enseignement, titulaires en voie de disparition, précarisation de l'emploi : la direction nationale du SNETAA bat les records olympiques de la bêtise et du contre-syndicalisme !

Cela s'appelle scier la branche sur laquelle on est assis ... Autre absurdité !

Le comble de l'absurdité n'est-il pas de fragiliser, quand ce n'est pas démanteler et détruire, les services publics qui sont une forme de la redistribution des richesses à l'heure où la crise s'installe durablement et frappe avec brutalité de plus en plus de femmes et d'hommes de tous âges ?

Mais comme tous ces gens-là persistent, gageons que le règne de Dame Bêtise et de sa dauphine Absurdité va durer encore très longtemps.

** Ce n'est pas celle à laquelle adhère le SNCA e.i.L. Convergence !*

*** Herbert Clark HOOVER était président des Etats-Unis l'année quand éclata la crise de 1929*

**** La sportule était la gratification à répétition que les chefs des grandes familles de la Rome antique distribuaient à leurs « clients », c'est-à-dire leurs partisans politiques.*

***** Du nom d'Antoine ZACCHARIAS, ancien PDG de VINCI, qui en toute l'égalité touchait un salaire mirobolant et est parti en retraite avec un cadeau d'adieu mirobolantissime !*

****** Du nom du démographe et économiste MALTHUS, sa doctrine démographique ou, comme, ici, toute pratique économique restrictive pour certaines catégories de la population.*

****** Révision Générale des Politiques Publiques*